

Paul GIACOBBI

*Haute-Corse (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et
divers gauche
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Iran. Programme nucléaire, attitude de la France [3 octobre 2007] (p. 2573)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Corse, violences et dégradations, poursuites judiciaires [15 janvier 2008] (p. 187)

Finances publiques. Déficits publics. [17 juin 2008] (p. 3501)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 158, posée le 25 mars 2008. Eau. Politique de l'eau (J.O. Questions p. 2476). Appelée le 25 mars 2008. Corse (p. 879)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Déclare que "tout ce qui tendrait à limiter de manière incongrue le temps de parole est incompatible avec le concept même de Parlement" [9 juillet 2008] (p. 4487)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1728)

Son amendement n° 236 (p. 1749)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son amendement n° 150 rectifié (p. 2353)

Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)

Son intervention (p. 2374)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2819)

Thèmes :

Etat : comptes : systèmes d'information (p. 2819 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2819)

Finances publiques : dépenses : reports (p. 2820)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2819 et s.)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2819 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses amendements n^{os} 197 et 198 (p. 2924, 2927)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3875)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : UNESCO (p. 3875)

Pays étrangers : Maroc (p. 3875)

Relations internationales : commerce extérieur (p. 3875)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 230)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 231)

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 230)

Union européenne : transferts de compétences (p. 231)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 231)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 231)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 983)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 983)

Travail : droit du travail (p. 983)

Travail : jours fériés (p. 983)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1979)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1979 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1979 et s.)

Langue française : usage (p. 1979 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son amendement n° 121 (p. 2402)

Article 6 (droit de grâce)

Son amendement n° 123 (de suppression) (p. 2424)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2536)

Son amendement n° 197 (de suppression) (p. 2544)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son amendement n° 252 (p. 4429)

Article 11 (domaine de la loi)

Son amendement n° 258 (p. 4463)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4487)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 4496)

Après l'article 30 sexies

Son amendement n° 250 rectifié (langues régionales) (p. 4505) : devenu sans objet (p. 4507)

